

Palestine : Halte LES FAITS DU 15 AU

(suite de la page 3)

16 novembre

● Selon le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, « des épidémies généralisées de maladies infectieuses et de famine semblent inévitables à Gaza » où plus de 70 % de la population est désormais déplacée.

● L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme affirme que l'armée israélienne a mené plus de 1 000 frappes avec du phosphore blanc, interdit au niveau international.

● L'Unrwa a déclaré que les eaux usées coulaient dans les rues, car toutes les pompes à eaux usées étaient à court de carburant.

● Le programme alimentaire mondial de l'Onu affirme « qu'avec l'hiver qui approche à grands pas, les abris précaires et surpeuplés, ainsi que le manque d'eau potable, les civils (à Gaza) sont confrontés à un risque immédiat de famine. »

● La Cour pénale internationale a annoncé que l'Afrique du Sud, la Bolivie, le Bangladesh, l'Etat des Comores et Djibouti avaient demandé une enquête sur les attaques israéliennes contre Gaza.

● Des appels communs d'unions départementales syndicales se poursuivent pour participer aux manifestations du 18 novembre (en Loire-Atlantique, en Gironde, dans le Calvados, etc.).

● 150 soignants et membres du collectif 69 Palestine se sont rassemblés devant l'hôpital Edouard-Herriot (Lyon) à l'appel du groupement santé FO du Rhône et du SNMH FO pour dire : « Nous ne pouvons pas nous

taire ! Nous accusons notre gouvernement de complicité active ! Cessez-le-feu immédiat à Gaza ! »

17 novembre

● Les nouvelles arrivant de la bande de Gaza sont rares, non pas parce que la situation est calme, mais parce qu'il n'y a ni communication ni Internet.

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a visité les prisons où sont enfermés les prisonniers palestiniens et y a déclaré : « Nous traitons les prisonniers musulmans de la manière la plus dure possible. J'espère que nous les exécuterons tous bientôt. »

● L'ONG Oxfam déclare : « La famine est utilisée comme une arme dans la guerre à Gaza. Un million de personnes ont été déplacées vers le sud de Gaza, sans électricité, sans eau et avec peu de nourriture. C'est une punition collective. (...) Des blessés meurent parce qu'ils ne trouvent aucun endroit pour se faire soigner. »

● Itamar Ben Gvir : « Selon nos instructions, les prisonniers sont soumis aux conditions les plus dures. Tous les prisonniers sont menottés dans une cellule sombre. Des lits en fer, des toilettes creusées dans le sol et l'hymne israélien qui joue constamment en arrière-plan. J'espère que ma demande visant à ce que le cabinet discute et mette en œuvre la loi sur la peine de mort pour ces prisonniers recevra une réponse. »



Tête de cortège, à Paris, le 18 novembre, pour le « Cessez-le-feu immédiat », la « levée du blocus de Gaza ». LFI

● Le bilan des morts à Gaza depuis le début de la guerre le 7 octobre a atteint au moins 15 000 personnes, dont au moins 5 000 enfants, 3 300 femmes, au moins 200 membres du personnel médical, 51 journalistes.

● Il y a une épidémie d'infections à grande échelle en raison du manque d'eau potable. Les infections touchent environ 30 000 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants. La population de Gaza a perdu 97 % des ressources en eau.

● 255 écoles, 55 ambulances ont été détruites, des centres de santé et des hôpitaux ont également été visés, 25 hôpitaux sont désormais hors service et 250 établissements médicaux ne sont plus opérationnels, alors

qu'au moins 30 000 blessés sont dénombrés.

● Le cabinet de guerre israélien a accepté d'autoriser « un minimum » de carburant à entrer à Gaza ainsi que l'entrée de citernes d'eau... à raison de deux camions par jour pour une population de 2,5 millions d'habitants privés d'eau potable.

● Intervention du journaliste Shai Golden sur la chaîne 14 israélienne : « Nous venons à Gaza. Nous venons au Liban. Nous irons en Iran. Pouvez-vous imaginer combien d'entre vous nous allons tuer ? Vous n'avez pas idée de ce nombre dans toute l'histoire arabe. Ce nombre que vous n'imaginez pas possible, il est possible de l'atteindre. Combien de temps avant que vous et tous vos soutiens ne montiez à la rencontre d'Allah ? »

18 novembre

● Le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, reconnaît que parmi les corps calcinés retrouvés après l'attaque du 7 octobre, il y en avait 200 du Hamas. En outre, parmi les victimes israéliennes identifiées se trouvait Vivian Silver, militante pacifiste israélienne et dirigeante de l'association B'Tselem.

● CNN diffuse des scènes d'exécutions perpétrées par les forces d'occupation contre des populations civiles déplacées.

● 50 Palestiniens ont été tués et d'autres blessés après une frappe aérienne israélienne sur le quartier de Tel Zaater.

● Un soldat israélien se fait filmer à l'intérieur d'une école primaire à Gaza, jetant les certificats des élèves et effaçant la leçon au tableau pour la remplacer par un message sur la reconstruction des colonies de Gush Katif à Gaza.

● John Mearsheimer, spécialiste américain des relations internationales : « Israël tue délibérément des civils. (...) Un porte-parole d'Israël a d'ailleurs explicitement dit qu'il ne cherchait pas des bombes de précision mais un maximum de destruction et de dommages pour les Palestiniens. »

Dégradation continue de la situation en Cisjordanie

A la date du 16 novembre, selon l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem, 963 Palestiniens de Cisjordanie ont été chassés de leur maison par les colons israéliens depuis le début de la guerre.

La Société des prisonniers palestiniens a déclaré qu'Israël avait arrêté plus de 2 760 Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est depuis le 7 octobre. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a demandé à Israël de « prendre des mesures concrètes pour désamorcer les tensions en Cisjordanie, notamment en s'attaquant aux niveaux croissants de violence de la part des colons extrémistes ». A Jérusalem, pour le septième vendredi consécutif, des bombes lacrymogènes ont été tirées et des eaux usées ont été pulvérisées pour empêcher les prières d'avoir lieu dans la rue Wadi al-Jouz. Dans la ville de Jénine, les troupes d'occupation ont mis quatre hôpitaux hors service, n'en laissant que deux en état de fonctionnement. Une vague de meurtres, de violences et de harcèlements contre les Palestiniens a été déclenchée par l'armée



Le quadrillage de la ville de Tulkarem en Cisjordanie par l'armée israélienne, le 14 novembre, après la mort de sept Palestiniens.

et les colons. Près de 200 Palestiniens ont été tués, dont 48 enfants. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) estime qu'environ 1 150 Palestiniens issus de 15 communautés d'éleveurs ont été délogés et que des villages entiers comme Radhem et Zanutah ont été dépeuplés au cours du mois dernier.

Au cours de la même période, l'organisation Yesh Din estime qu'il y a eu plus de 185 attaques de colons contre des Palestiniens dans plus de 84 villages et villes. Le Times of Israel rapporte qu'à la suite du 7 octobre, l'armée et les colons ont constitué six « bataillons défensifs régionaux ». ■



Rassemblement de 150 hospitaliers de Lyon avec le collectif 69 Palestine, le 16 novembre.